

Grand Entretien MIPIM 2018 - Valérie Pécresse

Présidente de la région 'Île-de-France

Le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé fin janvier que le Grand Paris Express serait bien réalisé « dans son intégralité ». Que vous inspire cette annonce ?

Valérie Pécresse : C'est une très bonne nouvelle pour la Région et son attractivité, car ce nouveau réseau va permettre de renforcer les liaisons de banlieue à banlieue qui manquaient en Île-de-France. Les retards de calendrier et les dérapages de coût nous avaient fait craindre une remise en cause d'une partie du tracé. Ce projet, vital pour la qualité de vie et l'emploi de millions de Franciliens, va permettre de désaturer les lignes de transports existantes et réduire la pollution en Île-de-France.

À côté du Grand Paris Express, il faut aussi rénover le réseau existant. SNCF Réseau atteint enfin 800 M€ d'investissements par an pour régénérer le réseau francilien : renouveler les voies et le ballast, changer les installations électriques. C'est crucial pour la fiabilité, la robustesse et la sécurité des transports en Île-de-France. Trop d'incidents aujourd'hui sont dus à la vétusté des infrastructures. En associant ces travaux de régénération, de développement du réseau avec le prolongement du RER E jusqu'à Mantes-la-Jolie et la construction de nouvelles lignes de tramways (Tram 9 et 10, Tram 12 et 13 express), avec les travaux du Grand Paris Express, l'Île-de-France sera la région où l'on investit le plus en Europe. Nous sommes engagés dans dix ans de chantiers considérables, qui engendrent des nuisances et des risques sur l'exploitation du réseau existant. Pour y faire face, j'ai aussi demandé au Premier ministre la création d'un fonds d'indemnisation des voyageurs en cas d'aléas de chantier. C'est indispensable et ça conditionne en grande partie l'acceptabilité sociale de ces travaux au nom de la qualité de service due aux voyageurs.

Ces nouvelles lignes de transport vont-elles redéfinir la physionomie de la Région Île-de-France ?

V.P. : C'est évident. C'est la création d'une mobilité de banlieue à banlieue sans passer par Paris. Les Franciliens ne seront plus obligés de transiter par Paris dans leurs déplacements quotidiens. De nouveaux territoires et de nouveaux pôles de développement vont émerger. La Seine-Saint-Denis, par exemple, va profiter à plein du dynamisme généré par les Jeux de 2024 couplé au prolongement de la ligne 14 au nord, et de la construction des lignes 16 et 17, à condition qu'elles soient livrées dans les temps.

La ligne 18 également est déterminante pour l'avenir de la France. Le Campus de Saclay, qui rassemblera à terme 20% de la recherche française, ne pourra pas se développer sans elle. Enfin, les travaux de la ligne 15, essentielle pour développer le sud de la capitale, ont débuté. Cette ligne soulagera l'exploitation de plusieurs lignes saturées comme les RER A, B, C, D et E ou la ligne 13 du métro.

Pensez-vous que l'avenir de l'Île-de-France passe par le développement des transports en commun ?

V.P. : Depuis mon élection, il y a deux ans, j'ai entrepris la révolution des transports, pour que les

Franciliens puissent se déplacer mieux, de manière plus confortable, plus sûre, plus accessible, plus écologique, en restant connectés avec de nouveaux services à portée de main... Le voyage ne doit plus être un temps subi, mais un temps utile. Les voyageurs doivent gagner du temps pour eux. Nous faisons preuve de volontarisme politique en investissant 24 milliards d'euros dans les transports d'ici 2025 pour renouveler massivement le matériel roulant, repenser l'intermodalité, favoriser l'accessibilité, innover avec des véhicules autonomes et développer de nouveaux services. Cela va des détails de la vie quotidienne, avec des commerces en gares, à tout ce que peut offrir le numérique : information voyageurs en open data, WiFi gratuit, smart Navigo...

À l'heure du Brexit, nous déployons cette énergie, cette imagination, concentrés dans la révolution dans les transports pour faire de l'Île-de-France une région où il fait bon vivre, une région attractive, une région modèle en Europe et dans le monde.

Outre le Grand Paris Express, comment la Région et Ile-de-France Mobilités veulent-ils étoffer le maillage territorial en termes de transports ? Et quelle sera la place du réseau routier ?

V.P. : Pour nous, contrairement à la majorité précédente, investir dans la route n'est pas tabou. Nous avons mis en place un plan anti-bouchons de 250 M€ pour changer la route, afin d'avoir un réseau routier adapté à la mobilité de demain. Aujourd'hui, les bouchons coûtent des milliards à l'économie francilienne. Demain, en utilisant mieux la route, en favorisant le covoiturage, en développant des solutions de fret pour la livraison du dernier kilomètre, en finançant des routes intelligentes et à énergie positive, nous pourrions améliorer considérablement la mobilité de tous les Franciliens. Il y a 1,1 passager par voiture. Avec 1,8 passager par voiture, nous supprimons les embouteillages en Île-de-France. Il faut avoir en tête que nous sommes à l'orée d'une révolution de la route qui va bouleverser nos habitudes avec des véhicules autonomes respectueux de l'environnement puisqu'électriques. Ce n'est pas la route qui pollue, mais les véhicules qui roulent dessus.

Pour la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités, il est donc logique que les transports publics s'adaptent en renforçant considérablement l'offre de bus propres. Nous venons de passer un marché pour acheter un millier de bus électriques, soit la plus importante commande de bus propres en Europe. Ces renforts de bus permettent d'aller plus loin, plus fréquemment, plus longtemps.

Le voyage ne doit plus être un temps subi, mais un temps utile. Les voyageurs doivent gagner du temps pour eux.

Enfin, investir dans la route, c'est également investir dans les nouvelles mobilités et l'intermodalité. Aujourd'hui, se déplacer en Île-de-France, cela peut commencer par un trajet en vélo, puis le déposer à la gare pour continuer en train et finir en bus... Les gares, les routes, les pistes cyclables doivent être organisées en conséquence. C'est pour ça que nous investissons 3 milliards d'euros pour rénover les gares franciliennes et qu'elles disposent de parkings pour les voitures ou les vélos, et que nous dépensons près de 100 M€ pour favoriser l'usage du vélo.

Pour conclure sur ces questions de mobilité et d'attractivité, je dirais que je veux que l'Île-de-France soit la première Smart Région d'Europe. Le télétravail est également une solution d'avenir pour fluidifier nos réseaux.